



Saint-Martin-d'Hères, le 9 septembre 2026

Monsieur le président de l'Université Grenoble Alpes
Monsieur l'administrateur général de Grenoble INP - UGA
Monsieur le directeur de Sciences Po Grenoble - UGA

Objet : préavis de grève pour la journée du 15 septembre 2026

Monsieur le président,
Monsieur l'administrateur général,
Monsieur le directeur,

Les experts du GIEC prévoient d'importants bouleversements climatiques, et notamment la multiplication de phénomènes climatiques extrêmes, conséquences du réchauffement climatique en cours. D'après ces mêmes experts, les efforts devraient être dirigés dans deux directions principales : l'atténuation (limiter le changement climatique) et l'adaptation (limiter les effets de ce changement).

Nous vivons depuis le mois de mai, des répétitions de vagues de chaleur voire de canicules, qui préfigurent malheureusement les années et décennies à venir. Pendant ces derniers épisodes de chaleurs intenses, les personnels et étudiant·es de l'UGA se sont retrouvés·es en grande souffrance : chaleur étouffante dans les bâtiments, bureaux et salles de cours, travail à l'extérieur, matériel de ventilation ou systèmes de climatisations manquant ou parfois défectueux, eau qui coule tiède des robinets, moustiques. L'adaptation au réchauffement climatique demande des moyens importants, mais aussi une politique locale cohérente, notamment pour l'adaptation des horaires, des locaux, et plus largement l'organisation du travail. En période de fortes chaleurs, les personnels devraient pouvoir bénéficier de congés supplémentaires et de réduction du temps de travail, en plus de l'adaptation des horaires et la rénovation des locaux.

Nous souhaitons aussi revenir sur la question des frais d'inscriptions. Comme nous le disions déjà en mai, par cette mesure d'application des frais différenciés, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois aux plus pauvres et aux étranger·es, ce qui s'inscrit dans un projet de préférence nationale, d'immigration choisie et de tri social à l'entrée des universités. Pour nous, c'est un projet raciste, inspiré directement de l'extrême droite.

Cette mesure prépare aussi la généralisation de la hausse des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiant·e·s, comme voulue par un rapport de 2025 de l'IGF et IGESR sur les universités. En Angleterre, par exemple, le gouvernement a commencé par appliquer ces frais aux étudiant·es étranger·es, pour finalement faire payer plusieurs dizaines de milliers d'euros l'année à l'ensemble des jeunes. L'administration générale de Grenoble INP-UGA a déjà tenté d'aller jusqu'à 6000 € l'année, projet sous moratoire pour le moment. Ce projet prévoyait déjà d'appliquer ce montant maximum pour les étudiant·es extra-communautaires : pour l'administrateur général de Grenoble INP-UGA, « *ce n'est pas forcément de la discrimination* ».

Témoins en tant que personnel·les des conditions précaires des étudiant·es, contraint·es pour une large partie d'entre elles et eux de se salarier à côté de leurs études, nous dénonçons cette volonté de « financement » par les frais d'inscription. Il manque des milliards d'euros chaque année pour le fonctionnement correct des universités, fonctionnement qui ne cesse de se dégrader entraînant détresse et mal-être pour les personnel·les et les étudiant·es. Pour récupérer ces milliards d'euros, pour créer des postes, augmenter nos salaires et améliorer nos conditions de travail, le gouvernement peut s'attaquer à la fraude fiscale, à l'évasion fiscale massive, et arrêter les cadeaux fiscaux pour les plus riches et pour les entreprises.

Nous ne pouvons donc pas accepter de voir cette hausse s'appliquer. L'université doit continuer à appliquer une exonération indifférenciée de ces frais d'inscription, et plus généralement ne pratiquer aucune hausse des frais d'inscription, pour personne. Nous vous demandons donc à nouveau, au nom des personnels de nos trois établissements, de faire tout ce qui serait en votre pouvoir pour mettre en échec ce projet, à commencer par prendre publiquement position contre cette mesure largement décriée.

Nous faisons aussi le lien entre cette mesure directement discriminatoire, et les politiques d'austérité mises en place par les gouvernements successifs, avec trop souvent le relais des directions d'établissements de l'ESR. Nous refusons la division ou l'opposition entre les personnels et les étudiant·es : pour nous, les hausses de frais d'inscription d'un côté, et les suppressions de postes, pressions sur les budgets des laboratoires ou composantes, et les non-renouvellements de contrats et la précarité qui découle de ces différentes politiques sont plusieurs facettes de cette austérité et de la politique de casse systématique du service public.

Nous déposons donc auprès de vous, conformément à la législation en vigueur, et en complément des préavis de grève déjà déposés par l'UFSE CGT et la CGT FERC Sup, un préavis de grève couvrant tous les personnels, titulaires, contractuels ou vacataires de l'UGA, de Grenoble INP-UGA et de Sciences Po Grenoble-UGA, pour le 15 septembre 2026.

Ce préavis de grève permettra aux personnels de se mobiliser, par la grève et la participation aux différentes mobilisations et actions revendicatives prévues :

- pour une politique d'adaptation au réchauffement climatique et notamment aux périodes de températures extrêmes (fortes chaleurs, froid), la rénovation et l'aménagement des locaux et bâtiments dans ce sens, la mise en place d'adaptation ou de réduction du temps de travail, de congés climatiques, l'adaptation de l'organisation du travail à ce nouvel environnement ;
- pour la reconnaissance correcte des accidents du travail et maladies professionnelles à l'UGA ;
- pour le retrait immédiat du décret Baptiste, généralisant les hausses de frais d'inscription discriminatoires contre les étudiant·es extra-communautaires ;
- pour une prise de position publique des présidences et directions de l'UGA et ses établissements-composantes, réaffirmant les valeurs universalistes du service public de l'ESR incompatibles avec le décret Baptiste ;

- pour le maintien des exonérations des frais d'inscription appliquées jusqu'ici pour les étudiant·es extra-communautaires à l'UGA et ses établissements-composantes ;
- contre toute hausse des frais d'inscription, à l'UGA et ses établissements-composantes ;
- contre l'austérité budgétaire dans l'ESR et à l'UGA et ses établissements-composantes ;
- contre les suppressions de postes BIATSS, enseignant·es ou enseignant·es-chercheurs·ses, à Grenoble INP-UGA et à l'UGA ;
- contre la précarité dans nos établissements, les non renouvellements de contrats, pour un plan de titularisation et en attendant de CDIisation massive des collègues précaires ;
- contre la hausse des frais d'infrastructure dans les laboratoires, qui est une baisse de la dotation déguisée en « capacité d'autofinancement » ;
- contre l'économie de guerre : l'argent doit servir aux besoins des services publics dont celui de l'ESR ;
- pour la protection des libertés académiques, des libertés syndicales des personnels et des étudiant·es.

Nous vous prions de recevoir, messieurs le président, l'administrateur général et le directeur, nos plus sincères salutations, ainsi que l'expression de notre attachement indéfectible au service public égalitaire, universaliste et émancipateur.

Gwenaël Delaval Samira Saïdoune

Co-secrétaires généraux de la CGT Université de Grenoble